

CHYPRE ET SUD-VIETNAM : on joue toujours avec le destin des deux peuples

En deux endroits du monde, les puissances jouent avec le destin des peuples sans que l'opinion internationale s'en soit vraiment émue.

Ce qui se passe à Chypre et au Sud-Vietnam ne menace pas, il est vrai, la paix mondiale — une paix qui ne dépend, en ce moment, que des relations entre les deux plus grandes puissances, les Etats-Unis et l'U.R.S.S. (La menace d'intervention militaire turque à Chypre n'était qu'une rodомontage.)

Cela n'empêche que nous assistons sans bouger à des guerres civiles où, chaque jour, les êtres humains reçoivent la mort, de la main d'autres êtres humains qu'arme une haine sans merci (Chypre) ou bien, d'un côté un espoir cruel et, de l'autre, la morne discipline des soldats sans cause (Vietnam).

Dans les deux cas, de Gaulle a pu prendre avantage de l'indifférence et du silence de l'opinion, pour prendre figure non seulement de réaliste, mais de juste, de prophète de la vraie paix. Ce n'est pas la première fois que cela se produit : quand le socialisme, le mouvement ouvrier, l'opinion démocratique s'abstiennent de défendre haut et clair le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il se présente quelqu'un qui s'empare à bon compte d'un rôle qu'il interprète à sa manière.

Manœuvres d'un autre âge

Chypre est une île grecque, peuplée à 83 p. 100 par des Grecs et où même la minorité turque parle grec. La Grande-Bretagne lui a donné l'indépendance, ce qui était raisonnable ; mais en l'assortissant (par les accords de Zurich et de Londres) d'un statut qui rend cette minuscule nation ingouvernable et inviable, ce qui a produit la crise actuelle, avec son cortège d'affreux massacres, d'hystérie collective, de déplacements de populations.

Le gouvernement turc, sous le louable prétexte de protéger la communauté turque de Chypre, a poussé au pire, parce que du pire pouvait sortir un partage de l'île. C'est-à-dire que la Turquie de Gursel et Inonu, qui vit sous la tutelle américaine, ambitionne de récupérer une parcelle de ce que la Turquie croulante d'Abd-ul-Ahmid II, oppresseur de vingt peuples, vaincu par le tsar, avait vendu aux Anglais.



Photo A.D.P.

« Nous assistons sans bouger à des guerres civiles... »

En Grèce, la droite, qui vient d'être chassée du pouvoir par des élections non truquées, agit en secret afin de transformer la juste lutte des Grecs de Chypre pour l'Enosis (le rattachement) en un inexorable carnage.

Les Etats-Unis étaient sur le point de prendre, purement et simplement, la relève de la Grande-Bretagne (désireuse enfin de passer la main comme elle le fit en Grèce, il y a quinze ans) quand la seule réserve de la France les amena à un peu plus de circonspection.

Maintenant, l'O.N.U. a été chargée de faire la police dans l'île. C'est une tâche ingrate, et même sans espoir, si l'on prétend imposer par une occupation internationale un statut qui a déjà fait faillite. Les accords de Zurich et Londres sont morts. Il faut les enterrer.

Les principes mêmes de l'O.N.U. disent qu'il faut cesser les manœuvres et les calculs d'un autre âge, donner la parole au peuple de Chypre, lui faire choisir son avenir et si — comme tout le fait prévoir — cet avenir est l'union à la Grèce, obtenir des garanties normales pour la minorité turque.

Le dernier bluff

Au Sud-Vietnam, on assiste à un grand bluff, le dernier en date dans une longue série de bluffs imaginés par des militaires pour justifier leur importance exagérée, et soutenus par des politiciens pris à leur propre mensonge.

Si l'on en croit ce qui se dit et s'écrit en ce moment, le ministre de la Défense américaine, Robert

Me Namara, au cours de sa quatrième visite à Saïgon, a promis une « aide totale » à la camarilla débile qui prétend gouverner le Sud-Vietnam, et, sur ses recommandations, les Etats-Unis prendraient toutes dispositions pour :

— galvaniser l'effort de guerre sud-vietnamien contre le maquis du Vietcong ;

— entreprendre une grande opération, à la fois psychologique et économique, qui élèverait le niveau de vie du *nha-qué* de telle sorte qu'il se désolidariserait de la résistance ;

— porter la contre-guérilla au Nord-Vietnam, grâce à l'expérience et aux conseils de spécialistes formés dans les bayous de la Floride ou de la Nouvelle-Orléans.

M. McNamara passait pour l'homme le plus intelligent et le plus efficace du gouvernement américain. Il était le « cerveau électronique de l'administration ». Il s'efforce visiblement de changer de réputation.

Ses plans ne galvaniseront rien du tout. L'Amérique ne fera pas du *nha-qué* un coq en pâte, et si, par impossible, elle tenait cette gageure, cela ne désarmerait pas la résistance, mais améliorerait son ordinaire. Quant à porter la guérilla au nord du 17° parallèle, c'est simplement travailler pour le communiqué.

Toute l'affaire rappelle irrésistiblement les déclarations de Tchang Kaï-chek qui, à chacun de ses anniversaires répète qu'il songe, un peu plus qu'hier et un peu moins que demain, à reprendre pied en Chine continentale.

Un seul espoir

Dix ans après la conférence de Genève, qui mit fin à la première guerre d'Indochine, le maquis est plus fort en Cochinchine et en Sud-Annam que ne l'était le Vietminh d'alors. Le renversement et le meurtre de Ngo Dinh Diem ont jeté bas la seule

force — artificielle, mais cohérente — qui avait encore quelque chance de tenir tête au communisme. Il n'est même pas sûr qu'une neutralisation du Sud-Vietnam (du Sud seul) soit encore un compromis praticable, autre chose qu'un expédient qui ferait gagner quelques mois. On ne pourrait sans doute y recourir que comme à une opération d'ensemble englobant le Laos, le Cambodge et consacrant l'évacuation de l'Indochine par les Etats-Unis. Ce dernier avantage stratégique offert au communisme serait peut-être assez grand pour que l'U.R.S.S. et la Chine, réconciliées sur ce point, acceptent un Sud-Vietnam neutre. C'est le seul espoir.

On comprend trop bien que, engagés dans une deuxième guerre d'Indochine qu'ils n'ont pas vue venir mais qu'ils ont laissé naître, les Etats - Unis veulent gagner du temps. Tout y est argument électoral en ce moment. Le président Johnson, chef du parti démocrate, n'est pas en position de dire la vérité. Il ne peut changer de politique indochinoise avant l'élection du 3 novembre sans avouer que la politique pratiquée jusqu'à présent aboutit à un piteux échec. Il charge donc son ministre de la Défense de gagner du temps coûte que coûte. Mais ce sera autant de temps précieux perdu pour tenter le compromis qui donnerait peut-être un répit, le premier depuis un quart de siècle, aux peuples d'Indochine.

Paul Parisot.